

• (2.30 p.m.)

Je tiens à dire au nom du Nouveau parti démocratique que nous voyons dans le régime fiscal du Canada une expression des objectifs sociaux qu'une société se fixe à un moment donné, de la philosophie et de l'éthique sociale de cette même société. Nous voulons que le régime fiscal soit un exemple, une traduction de ce que doivent être, de l'avis de tous, les relations entre l'État et les citoyens. Qui le régime fiscal encourage-t-il? Qui récompense-t-il? Qui garde le pouvoir pour contrôler l'économie? Comment le pouvoir économique est-il réparti? Quelles sont les valeurs fondamentales de notre régime fiscal? D'après nous, ce sont là les critères dont nous devons nous inspirer pour juger le Livre blanc à l'étude.

Tout le monde s'accorde à dire qu'un régime fiscal doit être équitable. Le Livre blanc ne propose pas une structure d'impôt sur le revenu équitable. Tout le monde s'accorde à dire qu'un régime fiscal doit être complet de sorte qu'on tienne compte de tous les revenus des contribuables. Ce Livre blanc-ci ne prévoit pas une assiette fiscale complète de ce point de vue-là. Dans l'étude d'un régime fiscal, tout le monde reconnaît, plus ou moins, la nécessité de redistribuer le revenu. Le régime fiscal proposé ici ne le fait pas; il laisse les groupes à revenus modique et moyen dans le pétrin. A notre avis, un régime fiscal devrait viser le revenu et la richesse du pays de façon à réduire la puissance des grandes sociétés privées et à redistribuer les pouvoirs pour donner aux gens ordinaires davantage à dire dans les décisions qu'on prend en leur nom et pour l'avenir. Le Livre blanc ne le fait pas. A notre avis, un régime fiscal devrait être conçu de façon à permettre aux autorités centrales, fédérales et provinciales, de faire des dépenses significatives au sein de l'économie et d'en permettre l'expansion de façon à atteindre des objectifs sociaux souhaitables pour répondre aux besoins du peuple. Le Livre blanc dont nous sommes saisis ne le fait pas.

Et surtout, un système fiscal devrait, à notre avis, être conçu pour encourager l'acquisition de fonds destinés à assurer au public, là où c'est nécessaire, les biens et les services sans lesquels la vie, dans une société moderne, est simplement intolérable. Le Livre blanc n'en fait rien. Au contraire: il encourage les détenteurs de dividendes et décourage l'octroi de prêts aux pouvoirs publics, fédéraux, provinciaux ou municipaux, prêts qui leur permettraient de poursuivre les tra-

[M. Lewis.]

vaux indispensables au pays et de rendre la vie acceptable à beaucoup plus de Canadiens.

Nous avons souvent dit que, dans une société moderne, les activités du gouvernement ne cessent et ne cesseront de s'étendre. Je l'ai dit moi-même, ici et ailleurs; c'est sur ce point que je ne puis être d'accord avec le chef de l'opposition (M. Stanfield). Que cela plaise ou non à certains de mes collègues, je tiens à répéter que les activités gouvernementales ne cesseront d'aller grandissant à l'avenir. Aucune des difficultés auxquelles fait face aujourd'hui le Canada—je dis bien, aucune—ne peut être résolue si on en laisse le soin aux sociétés privées. Le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Basford) ne cesse de tourner en rond dans l'atmosphère polluée de la hausse des prix et le premier ministre (M. Trudeau), flanqué du ministre des Finances (M. Benson) est entré à son tour dans la danse, disant aux sociétés: «Soyez raisonnables». Sur quoi, les sociétés ont majoré leurs prix. L'honorable représentant fait ici, à la Chambre au sujet de l'austérité, des déclarations que personne n'écoute. Le fait est que la montée constante des prix, jointe aux pressions inflationnistes sur ceux qui n'ont que des revenus fixes ou insuffisants est devenue intolérable; cela ne s'arrêtera que lorsque le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux auront l'imagination et le courage de prendre les mesures législatives nécessaires pour empêcher les extorqueurs d'augmenter leurs prix. Les efforts de nos vis-à-vis continueront à s'exercer dans le vide. Toutes les homélies, toutes les objurgations tomberont dans les oreilles de sourds dans ce système où la maximisation du profit est à l'ordre du jour. On n'arrivera à rien tant que le gouvernement n'aura pas le courage d'intervenir et d'établir le contrôle direct des prix.

On parle à qui mieux mieux ici, au Parlement de la nécessité de supprimer les disparités régionales au Canada. Et nous sommes tous d'accord chaque fois qu'il en est question. Que le revenu par tête dans les provinces atlantiques soit tellement inférieur à la moyenne nationale, c'est non seulement injuste et inéquitable, mais cela peut devenir l'un des grands facteurs de désunion au pays. C'est une des grandes causes de mécontentement à l'égard du gouvernement fédéral et de l'ensemble du pays. Quand à ce grief s'ajoutent, comme dans la province de Québec, les questions de langue et de culture, les légitimes demandes et aspirations des gens, le fait que le revenu par tête et le taux de croissance y soient tellement inférieurs à ceux de l'Ontario et l'ensemble de la situation tellement plus mauvais, nous sommes en présence